

*La Doctrine Obama – Fondements et aboutissements*, de Gilles Vandal, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2011, 215 p.

Irving Lewis

Volume 31, Number 1, 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1013141ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1013141ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lewis, I. (2012). Review of [*La Doctrine Obama – Fondements et aboutissements*, de Gilles Vandal, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2011, 215 p.] *Politique et Sociétés*, 31(1), 187–189. <https://doi.org/10.7202/1013141ar>

naissance à leur région (CIS 2005). Il est donc loin d'être évident que la Catalogne mérite autant d'être considérée une nation (ou un peuple) que le Québec.

Deuxièmement, les auteurs semblent réifier les acteurs. Ils font très souvent référence aux demandes du Québec et de la Catalogne sans spécifier l'origine de celles-ci. La confusion entourant la source de ces exigences est bien illustrée par un passage du chapitre de Gagnon. Il soutient que le gouvernement Charest ne fait pas valoir suffisamment les demandes du Québec (p. 85). Cependant, si ce n'est pas le gouvernement élu par la population du Québec qui formule les revendications du Québec, qui les formule ? La population dans les sondages ? Les médias ? Les partis de l'opposition ?

Troisièmement, la collection ne présente pas de comparaison explicite des deux cas. Une telle comparaison aurait pu soulever de nombreuses différences qui ont des implications à la fois empiriques et normatives. Par exemple, le fait que la Catalogne soit composée majoritairement d'individus ayant des racines dans le reste de l'Espagne et dont la langue maternelle est l'espagnol n'a-t-il pas des implications pour la « quête de reconnaissance » ? Si l'économie du Québec avait attiré des millions de Canadiens anglais à la recherche d'emplois et que ceux-ci étaient devenus une majorité de la population de la province, le nationalisme québécois serait-il plus fort ou plus faible ? La composition de la population d'une nation minoritaire affecte-t-elle la légitimité de la reconnaissance de la part de l'État central ? Une comparaison plus claire des deux cas aurait sans doute soulevé ce genre de questionnement intrigant. Mais, malgré ses imperfections, *Nations en quête de reconnaissance* apporte de nombreuses contributions importantes à la littérature sur la reconnaissance des nations minoritaires.

### Bibliographie

Buzzetti, Hélène, 2006, « La nation divise le pays ! Les anglophones préféreraient accorder le statut de nation aux Métis et aux autochtones plutôt qu'aux Québécois », Montréal, *Le Devoir*, 11 novembre, p. A1.

Catalogne, Secrétariat de politique linguistique, *Enquesta d'usos lingüístics de la població 2008* [Enquête sur l'emploi des langues par la population 2008], consulté sur Internet (<http://www.idescat.cat/cat/idescat/publicacions/catalog/pdfdocs/eulp2008.pdf>) le 13 juin 2012.

Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS), 2005, *Sondage 2610*, consulté sur Internet ([http://www.cis.es/cis/export/sites/default/-Archivos/Marginales/2600\\_2619/2610/e261090.html](http://www.cis.es/cis/export/sites/default/-Archivos/Marginales/2600_2619/2610/e261090.html)) le 6 juillet 2012.

Eric Guntermann  
Département de science politique,  
Université de Montréal  
eric.guntermann@umontreal.ca

---

***La Doctrine Obama – Fondements et aboutissements***, de Gilles Vandal, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 2011, 215 p.

L'objectif de cet ouvrage structuré en huit chapitres est de suivre le cheminement intellectuel et spirituel du 44<sup>e</sup> président des États-Unis pour comprendre sa vision du monde. Selon Gilles Vandal, les fondements de la doctrine Obama – dont l'existence a représenté une énigme pour de nombreux observateurs, Barack Obama, contrairement à ses prédécesseurs, n'ayant pas promulgué à un moment précis une politique qu'il aurait définie comme constituant sa doctrine même s'il a exprimé sa pensée en de nombreuses occasions – sont à rechercher dans les expériences personnelles de l'homme et ses lectures de Reinhold Niebuhr et de George F. Kennan.

Pour le montrer, Gilles Vandal procède en deux temps. Il remonte d'abord aux origines de Barack Obama et à ses premiers pas en politique (chapitre 2), qui vont le conduire au Sénat où il se forgera une stature nationale notamment grâce à son pragmatisme qui lui permet de privilégier la recherche de compromis (chapitre 3). Un tournant décisif dans ce parcours politique est la convention démocrate de 2004 où Obama est invité à prononcer un discours. Les Américains y découvrent un nouveau type de politicien : « un Afro-Américain

qui ne l'est pas tout à fait, pouvant à la fois parler comme un homme d'affaires blanc et avoir les envolées oratoires d'un pasteur afro-américain» (p. 51). Lorsqu'il arrive à Washington en 2005, il est déjà pressenti comme un candidat potentiel à la présidence. Avec la publication de son deuxième ouvrage, *L'audace d'espérer* (Paris, Presses de la Cité, 2007), après la parution de son premier livre autobiographique, *Les rêves de mon père* (Paris, Presses de la Cité, 2008), il propose à ses concitoyens une nouvelle lecture de la vie politique américaine qui réconcilie les idéologies libérales et conservatrices; une lecture optimiste qui entretient l'obamania dont il bénéficie déjà et qui l'accompagnera, de l'annonce officielle de sa candidature en février 2007 jusqu'à son élection en novembre 2008.

Vandal explique ensuite comment Obama découvre le réalisme chrétien ou éthique de Niebuhr, considéré par beaucoup comme le plus grand penseur américain du vingtième siècle (chapitre 4), et comment sa vision du monde peut être rattachée au réalisme politique de Kennan (chapitre 5). De la pensée politique niebuhrienne, Barack Obama retiendra essentiellement l'acceptation de l'existence du mal et l'adoption d'une attitude humble et modeste pour l'éliminer. Une philosophie qui va grandement influencer une approche des relations internationales qui repose sur « l'idée maîtresse que, comme jamais dans l'histoire, nous vivons au XXI<sup>e</sup> siècle dans un village global et que nous partageons un destin commun » (p. 105). Et pour relever les nouveaux défis mondiaux, Obama propose une stratégie de leadership plutôt que d'hégémonie. Si, à l'instar de Kennan, il se refuse d'être prisonnier d'une « doctrine qui pourrait servir d'autocollant ou de passe-partout à toutes les situations ou tous les défis » (p. 115), sa réponse à toutes les menaces actuelles à la sécurité internationale « ressemble étrangement à la politique d'endiguement mise en place après la Deuxième Guerre mondiale » par le célèbre politicologue américain.

Pour le professeur titulaire à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, les aboutissements de la doctrine

Obama peuvent être illustrés par les prises de positions de l'homme sur les guerres en Irak (chapitre 6) et en Afghanistan (chapitre 7). Tout comme Niebuhr et Kennan ont fermement critiqué la guerre au Vietnam, Obama s'est vigoureusement opposé à l'invasion américaine; une « guerre stupide » et « cynique » imaginée par des « guerriers de weekend » (p. 120). *A contrario*, il a défendu l'intervention en Afghanistan qu'il a même jugée « nécessaire pour défendre l'héritage de la civilisation et lutter contre la tyrannie et l'agression » (p. 146). Et pour cause, contrairement à Saddam Hussein qui ne constituait pas, pour lui, une menace imminente et directe à la sécurité nationale américaine, d'autant que son régime était déjà sous le coup de sanctions internationales, Ben Laden et Al-Qaïda représentaient, pour les États-Unis et le monde contemporain, un défi sécuritaire majeur. N'hésitant pas à comparer les attaques terroristes de 2001 au déferlement des troupes nazies de 1940 qui firent basculer le monde dans une ère de barbarie, il considérerait alors qu'il fallait faire face à la menace terroriste incarnée par Al-Qaïda qui a trouvé refuge en Afghanistan tout comme, en son temps, la communauté internationale s'était mobilisée pour mettre fin à l'horreur nazie. Si l'invasion américaine en Irak reposait sur une logique passionnelle, l'intervention en Afghanistan était moralement et légitimement justifiée, une position qui s'inscrit dans la théorie de la guerre juste définie par saint Thomas d'Aquin et réhabilitée par Niebuhr.

Puisque l'ouvrage porte essentiellement sur la période précédant l'accès au pouvoir de Barack Obama, le lecteur qui s'attendrait au cours de ces deux chapitres empiriques à une analyse de la mise en application effective de la doctrine Obama risque d'être quelque peu déçu. Mais pas pour longtemps, car Gilles Vandal a d'ores et déjà promis un nouveau livre qui s'attèlera à l'exercice dans le cadre de la guerre en Afghanistan qui, « va devenir le premier endroit où [elle] sera réellement mise à l'épreuve » (p. 190). En attendant cette nouvelle parution, le présent ouvrage pourra utilement trouver une place aussi bien dans la bibliothèque

du chercheur spécialisé sur les États-Unis que dans celle du simple passionné de l'histoire des présidents américains. Alors que de nombreuses ressources sur le parcours et les idées de Barack Obama sont disponibles en anglais, Gilles Vandal a le mérite de rendre accessibles ces informations en français dans un style simple et clair. Certes, on peut reprocher à l'auteur des propos quelquefois répétitifs. Mais cette critique s'estompe très vite si l'on considère que le professeur était guidé, dans son écriture, par un objectif pédagogique. Enfin, dans sa narration, Gilles Vandal peut aussi donner l'impression d'être parfois fasciné par Obama. Mais on ne peut trop lui en vouloir quand on sait que « la carrière politique de Barack Obama est l'un des phénomènes les plus étonnants de l'histoire récente des États-Unis » (p. 62). Finalement, cette remarque, somme toute mineure, n'entache en rien la qualité de l'ouvrage qui, il faut le dire, est basé sur une recherche bibliographique très fouillée.

Irving Lewis

*Département de science politique,  
Université Laval  
irving.lewis.1@ulaval.ca*

---

Bryan Caplan, *The Myth of the Rational Voter: Why Democracies Choose Bad Policies*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2007, xiv+276 p.

La réédition de ce livre injustement méconnu, paru initialement il y a cinq ans, permettra sans doute à un nouveau lectorat de découvrir un exposé rigoureux et parfois provocateur dont pratiquement personne n'avait parlé au Canada. Depuis sa parution, *The Myth of the Rational Voter: Why Democracies Choose Bad Policies* a été encensé et primé du 2008 *Silver Independent Publisher Book Medal, Current Events Category*. De plus, une version en livre électronique est désormais disponible et l'on peut d'ailleurs en lire gratuitement l'Introduction sur le site Internet de l'éditeur, Princeton University Press.

Tout le livre part d'une question simple : pourquoi les populations décrivent, critiquent et condamnent les politiciens qu'ils ont élus et leurs politiques ? Pour cet économiste de la George Mason University (en Virginie), il existerait un mythe autour de l'intelligence ou de l'hypothétique rationalité de l'électeur, que ce soit lors des sondages ou au moment des élections, qui nous ferait conclure que l'électeur choisit toujours rationnellement ses politiciens et par conséquent les politiques qui en découlent (p. 7). Or, selon le professeur Caplan, il ne saurait être question de rationalité de l'électeur pour tenter de comprendre les résultats électoraux et leurs inévitables conséquences, parfois lors de décisions imprévues ou inattendues (résultant souvent en « des politiques dont personne ne veut »), mais il faudrait plutôt parler de la rationalité de seulement quelques électeurs et de l'irrationalité de certains autres électeurs, dans des proportions variables et imprévisibles. Cependant, l'influence collective de cet amalgame d'électeurs irrationnels (et dont le vote est irrationnel) joue un rôle non négligeable dans l'approbation du candidat ou du parti ayant les idées et les projets les plus discutables (p. 5). Or, ici, un vote irrationnel n'implique pas pour autant l'approbation d'un parti insensé ou à la limite destructeur ; dans bien des cas, ce vote irrationnel peut simplement vouloir dire un résultat déjà annoncé par les sondages (donc pas totalement imprévu), mais en même temps difficile à expliquer. Autrement dit, il ne faudrait pas sauter aux conclusions rapides pour affirmer que les électeurs ayant voté pour tel parti d'opposition sont forcément irrationnels : ce n'est évidemment pas le propos de cet ouvrage indéniablement rigoureux. En outre, si l'auteur base implicitement la plupart de ses raisonnements et de ses démonstrations sur la politique des États-Unis (parfois aux niveaux local, régional ou étatique) sans toujours le mentionner explicitement, il est en revanche peu question d'autres pays dans ce livre. En somme, l'ouvrage de Caplan est à la fois quantitatif sur le plan méthodologique (une multitude de tableaux et de statistiques sont